

# La voix de l'opposition de gauche

**Le 13 février 2019**

## **CAUSERIE ET INFOS**

Je fatigue à la longue, on vieillit !

Tous les jours sur les coups de 19 heures ou même parfois avant, j'ai un sérieux coup de barre, je ne tiens plus le coup. Pour continuer à actualiser le portail mon mode de vie est complètement dérégulé, car en plus quand je vais me coucher, je ne peux pas dormir parce que j'ai trop fumé, des clopes uniquement je précise depuis 3 mois, ou je me lève à 4 heures, cette nuit à 2h30 ! Je ne dors plus qu'une nuit sur deux en moyenne, et la journée je n'arrête pas un instant, je ne peux pas rester à rien foutre, et puis j'ai trop de trucs à faire, en plus je dois toujours être derrière ma compagne, je dois m'occuper de tout, quant à la sieste, c'est formidable en 20 minutes on a l'impression d'avoir fait une nuit, mais ce n'est pas dans mes habitudes, c'est stupide j'en conviens, on a tous des petits défauts.

Si rien de spécial ne se passe dans les semaines à venir, on va lever sérieusement le pied, j'ai besoin de repos pour réfléchir plus en profondeur. Si j'avais été un intellectuel j'aurais abandonné les causeries depuis longtemps pour me consacrer à l'étude de certaines questions. J'ignore si j'en suis capable, et puis je ne me vois pas me détourner de l'actualité sociale et politique. D'un autre côté, c'est vrai qu'on peut trouver des articles qui la résumant assez bien, donc on n'est pas obligé de suivre l'actualité au jour le jour, c'est un truc de fou en réalité. A un moment donné il faut en sortir sous peine d'y laisser sa santé, c'est une réflexion que je me suis faite à plusieurs reprises sans en tenir compte. Et puis vu le nombre restreint de visiteurs et la situation inextricable dans laquelle nous sommes, je me demande si cela vaut la peine que je continue à ce rythme.

• [Au format pdf \(pages\)](#)

## **Contribution adressée à l'Assemblée des Assemblées populaires.**

Le mouvement populaire du 17 novembre ne peut plus reculer.

Après la féroce et sanglante répression dont il a fait l'objet par Macron et l'appareil répressif de l'Etat, il doit exiger l'annulation de toutes les condamnations prononcées à l'encontre de manifestants ainsi que la libération de ceux qui sont actuellement emprisonnés, et poser clairement la question de réunir les conditions politiques pour y parvenir : chasser Macron du pouvoir et convoquer des élections à une Assemblée constituante souveraine qui adoptera une nouvelle Constitution.

Bien que minoritaire, parce qu'il exprime leurs intérêts, il bénéficie du soutien ou de la neutralité bienveillante de l'immense majorité des travailleurs manuels et intellectuels des villes et des campagnes des secteurs privé et public, ainsi que des militants du mouvement ouvrier engagés dans le combat contre Macron et sa politique ultra réactionnaire.

Bruno Lemaire vient de confirmer que Macron ne changera pas de cap, qu'il était décidé à aller au bout des contre-réformes qui figuraient dans son programme électoral, dont la liquidation du régime de retraite par répartition au profit d'un régime de retraite individualisé encore plus inégalitaire et injuste destiné à paupériser les futurs retraités, ce qui concerne l'ensemble de la jeunesse et des travailleurs occupant actuellement un emploi ou au chômage, signifiant qu'il ne reculera pas. Par conséquent, il faut appeler l'ensemble des travailleurs du pays à s'organiser pour préparer le soulèvement qui leur permettra de s'emparer du pouvoir politique, parce que c'est le seul moyen qu'il leur reste pour pouvoir adopter une politique sociale conforme à leurs besoins et satisfaire leurs aspirations démocratiques et légitimes.

Il n'existe pas d'autres alternatives politiques. Toute autre voie conduirait infailliblement à une impasse et à une défaite accompagnée d'une répression encore plus inutile et sanglante.

Ce sont les Assemblées populaires qui ont commencé à se constituer dans tout le pays qui doivent prendre cette initiative, adopter cet appel. Seules ces Assemblées populaires sont légitimes pour lancer cet appel en direction des travailleurs, et non des dirigeants autoproclamés qui ne disposent d'aucun mandat, d'aucune légitimité pour s'exprimer au nom des travailleurs, et qui plus est se sont comportés comme de dangereux aventuriers.

### Quelques réflexions politiques et autres.

#### **Matérialiste et dialectique.**

- Méthodique, ordonné et logique, et je ne tourne pas les faits pour les faire coller à ma théorie. (Le personnage d'Hercule Poirot dans 1,2,3 d'Agatha Christie)

#### **Néolibéralisme, nihilisme, "société ouverte", extrême-centre, totalitarisme.**

- A l'extrême-centrisme, il faut ajouter la notion de "société ouverte" de Henri Bergson que les idéologues néoconservateurs ont théorisé sur le plan politique et qui trouve son application pratique dans la stratégie du chaos développée notamment par Soros et Attali. J'ai découvert cela dans des articles passionnants qui comportent par ailleurs des appréciations que je ne partage pas, peu importe en ce qui me concerne puisque je suis blindé ou incorruptible.

Ce qui m'étonne, c'est la lucidité dont font preuve un certain nombre d'intellectuels dans leurs analyses dont certains depuis les années 60-70, et que nous avons passé notre temps à ignorer ou dénigrer par pur sectarisme, parce qu'ils ne partageaient pas nos analyses politiques, notamment sur le parti bolchevik ou le léninisme, tandis que ce sont de fervents admirateurs apparemment sincères de Marx. On aurait voulu les jeter dans les bras des ennemis du socialisme qu'on ne s'y serait pas pris autrement. A suivre.

#### **La prostitution ordinaire. Si c'était entre la gauche et la droite, il était inutile de vous donner cette peine!**

- Saint Valentin 2019: Ce que mon expérience échangiste m'a appris sur ma sexualité - Le HuffPost 11.02

#### **Que reste-t-il de la partie du cerveau réservée à la réflexion ? Elle a été asphyxiée par la propagande.**

Nos dirigeants n'ont pas vu venir les Gilets Jaunes, comme ils sont passés à côté des profondes transformations de la société, des classes et évidemment des multiples et puissants moyens dont disposaient dorénavant la classe dominante pour manipuler les consciences. Il ne leur est pas venu un seul instant à l'esprit, que dans les rapports qui composent la situation, le facteur subjectif allait devenir prépondérant au fur et à mesure que le facteur objectif passait au second plan, une fois que les conditions d'existence des masses furent amplement améliorées par rapport à ce qu'elles étaient au début ou pendant la première moitié du XXe siècle, ce qui allait avoir forcément des répercussions sur la manière dont elles percevaient leur condition et interprétaient la société, aidées en cela par la propagande officielle, mais pas seulement. Combinés au contrôle du mouvement ouvrier par les staliniens et les social-démocrates auquel participent aussi les trotskystes, les maoïstes, les anarchistes, qui évidemment relaient cette propagande idéologique, cela allait conduire la majorité des masses à s'accommoder du sort que le capitalisme leur a réservé ou à abandonner leurs aspirations légitimes à vivre dans une société meilleure ou plus juste. C'est selon moi ce qui explique pourquoi les masses n'ont pas répondu à l'appel des Gilets Jaunes.

La manière dont est abordée la question de l'environnement l'illustre parfaitement, jusqu'à la caricature. Cette propagande a tellement bien fonctionné que dans la plate-forme des Gilets Jaunes mise en ligne, plus de 9 personnes sur 10 se disent prêtes à faire quelque chose pour changer leurs habitudes pour sauver la planète du réchauffement climatique.

Quand un trotskyste m'expliqua qu'il était inutile de mener le combat contre la guerre idéologique que mène la classe dominante contre les masses, j'en étais arrivé à la conclusion que la situation telle qu'elle était

devait lui convenir, ou que son militantisme devenu aussi routier que sa vie en général, l'avait conduit à se complaire dans une paresse intellectuelle suicidaire qu'il était évidemment incapable d'assumer, ce qui expliquait son harcèlement, parce qu'il ne supportait pas toutes les questions que je posais, par crainte des réponses que la vie ou la réalité allait se charger d'y apporter, et qui dans la plupart des cas confirmeraient celles que j'avais formulées.

On ne fait pas la révolution le ventre plein avec la tête farcie à la propagande officielle. Ceux qui se soulèvent aujourd'hui n'ont plus le ventre plein, et ils ne sont pas encore parvenus à extraire de leurs têtes la vermine qui s'y était profondément incrustée et qui leur a pourri l'existence.

Par des internautes, dont un mathématicien.

1- Allez, je pose les questions de l'idiot-bête que je suis concernant le CO<sub>2</sub>: ça mange quoi, les végétaux? Et s'il y a plus de CO<sub>2</sub>, ça fait plus de miam pour les végétaux, non ? Donc ce phénomène doit à terme favoriser la croissance végétale, donc la diminution du CO<sub>2</sub>, non? Et le «poumon» de la terre, c'est pas plutôt les mers et océans, avec les algues et surtout le phytoplancton? Peut-être parce que les océans découvrent la planète sur 80% de sa surface?

Bref, j'ai l'impression que l'équilibre fragile de la mère Terre, n'est, heureusement pour nous, pas si fragile que ça.

2- Ne vous inquiétez pas du CO<sub>2</sub> en progression constante du fait de nos choix économiques et technologiques et d'une démographie exponentielle. C'est une narrative pour créer de nouveaux marchés et continuer de nous essorer. L'humanité mourra de faim et d'empoisonnements chimiques dans ses propres ordures. Tel que l'avait décrit Sitting Bull dans sa lettre au président américain en 1886, 4 ans avant son assassinat.

3- On sait l'importance que la communauté internationale attache aux émissions dites « anthropiques » de dioxyde de carbone ou CO<sub>2</sub>. Ces émissions, réputées néfastes, donnent lieu à d'innombrables publications, rapports, engagements internationaux, pronostics et mises en garde. Il est permis de mettre en doute le bien-fondé des théories actuellement en vigueur.

<https://mythesmanciesetmathematiques.wordpress.com/2019/02/07/emissions-et-concentrations-de-co2-dans-latmosphere-pour-servir-a-la-prospective/>

### **Même pas peur !**

Un internaute - "*La peur étant la source de la haine notre nouveau monde prend forme.*"

Pourquoi haïssent-ils tant le peuple opprimé ? Parce qu'ils en ont peur. Pourquoi en ont-ils peur ? On pense immédiatement à juste titre à des raisons économiques. Mais cette explication est insuffisante quand on veut saisir leur stratégie.

Quand on ne peut pas imaginer de quoi ils sont capables, on risque fort d'interpréter de travers les intentions que recouvrent telle ou telle déclaration ou mesure ou on ne sera pas en mesure de découvrir leur réel objectif. Non seulement on produira une analyse erronée, en plus on sera incapable de concevoir une stratégie pour les combattre efficacement ou d'avancer vers notre propre objectif.

On ne doit prêter à nos ennemis aucune qualité morale ou humaniste car ils en sont dénués, et ceux qui leur en attribuent commettent une gravissime erreur qui les amène à se placer à leur côté ou à partager leurs positions. Ces gens-là n'ont absolument rien d'humain à part eux-mêmes, le reste du monde n'existe pas et ils sont prêts à le sacrifier si nécessaire pour continuer à exister.

C'est tellement monstrueux comme conception de l'existence, qu'on a du mal à concevoir que cela existe vraiment, et pourtant il faut se rendre à l'évidence, ils l'illustrent quotidiennement.

Il faut avoir à l'esprit, que de nos jours on pourrait produire et satisfaire les besoins de l'humanité sans pour autant que les oligarques ou les capitalistes vivent plus mal. Tout au plus seraient-ils obligés d'avoir un

niveau de vie plus modeste une fois débarrassé du superflu dont ils se sont entourés, et comme tout un chacun ils devraient participer à l'administration des choses et contribuer à l'organisation de la société à égalité de droit avec tous ses membres, ce qui leur permettrait de jouir du bien-être et de s'épanouir individuellement comme n'importe quel membre de la collectivité, la richesse et le pouvoir n'étant plus des attributs réservés à une classe, mais partagés et exercés par l'ensemble des membres de la société de telle sorte qu'aucun d'entre eux ne se sente frustré. Le bien commun ayant remplacé le profit et la concurrence à laquelle se livraient les hommes entre eux et les dressaient les uns contre les autres, serait une source de richesse et de pouvoir supérieure et infinie, d'épanouissement, de sérénité, d'harmonie, de paix et de liberté.

Ceux qui s'opposent au communisme en affirmant qu'il serait la négation des libertés individuelles, ignorent ou n'ont pas conscience que sans liberté collective, donc débarrassée de tout le fatras réactionnaire du capitalisme qui y fait obstacle, la liberté individuelle demeure un leurre, une illusion. La liberté individuelle ne peut s'épanouir quand elle n'est pas partagée, tant que tous les membres de la société n'en bénéficient pas.

La conception de la liberté individuelle, qui consiste à empiéter sur celle d'autrui ou à recourir à la violence ou à des méthodes coercitives pour l'exercer, témoigne qu'elle est viciée ou que son champ d'action s'en trouve fortement réduit ou limité, car dès lors qu'elle ne peut s'exercer qu'en recourant au despotisme ou à la tyrannie, c'est toute notion de liberté qui disparaît.

Que ce soit cette conception de la liberté individuelle qui prévale de nos jours et qu'on oppose à celle du communisme, témoigne que ceux qui s'en réclament sont sous l'influence de l'idéologie capitaliste. On ne peut pas penser librement, quand on demeure soumis à ce carcan qui emprisonne la liberté de penser, on ne peut que reproduire le mode de penser de la classe dominante.

De la même manière, on ne peut pas définir une conception de la lutte de classe et une stratégie politique pour lutter contre nos ennemis afin de les vaincre, quand on leur emprunte leur interprétation de l'histoire présente et passée, puisqu'elle a été uniquement conçue pour justifier leur domination de classe ou l'existence du capitalisme.

La plupart du temps, on lutte contre le capitalisme pour satisfaire des besoins immédiats, pour résister à la remise en cause de nos droits, cela ne signifie pas pour autant qu'on aurait acquis une conscience de classe ou qu'on serait sur le point de rompre avec le capitalisme, loin s'en faut. Pour rompre avec le capitalisme, il faut non seulement le combattre quotidiennement, il faut rompre avec son idéologie, avec son mode de penser, avec sa conception de l'existence, de la société.

La pire des confusions consiste à lutter contre les rapports sociaux qui sont présents à tous les stades de la société, sans combattre pour l'éradication de ceux dont ils découlent, les rapports d'exploitation établis entre les classes, du coup ils ne cessent pas pour autant d'exister. C'est ainsi que 50 ans ou un siècle plus tard, on s'épuise à livrer les mêmes combats qui produiront les mêmes effets ou résultats, autrement dit, rien fondamentalement n'aura changé, pire encore, si on en juge par la situation actuelle.

La question qui est posée, est de savoir si on est prêt ou non à en tirer des enseignements, jusqu'à présent la réponse a plutôt été négative, ceci explique cela où ou nous en sommes rendus.

La lutte, le rapport de forces, l'unité, tous les refrains qu'on entend depuis des décennies et des décennies répétés des milliers et des milliers de fois n'ont servi strictement à rien, simple constat. Vous ne croyez pas que cela vaudrait le coup d'y réfléchir tranquillement ?

« *Dans la production, les hommes nouent des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, ces rapports de production correspondent à un degré de développement de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports forme la structure économique de la société, la fondation réelle sur laquelle s'élève l'édifice juridique et politique, et à quoi répondent des formes de déterminisme de la conscience sociale.* » (Karl Marx, Critique de l'économie politique)

### **Ce sont eux qui détiennent le pouvoir oui ou non !**

- Un internaute - "Seuls les membres de l'élite (journalistes, politiciens, éditocrates etc) ont le droit de voir "des agents de l'ombre" des conspirations" quand ça les arrange."

**Le “marxisme culturel” est la négation du socialisme scientifique.**

Discussion entre internautes.

1- Fractionner les gens, c'est le principe du “marxisme culturel”.

On divise toutes les populations en dominants/dominés, et en découpant en populations de plus en plus petites on arrive à opposer tout le monde avec tout le monde et puis à récupérer électoralement toutes ces franges de population en leur promettant à chacune un truc qui leur fait plaisir.

Diviser pour mieux régner, c'est un grand principe depuis des milliers d'années.

2- La seule dialectique que reconnaît le marxisme est celle des producteurs et des propriétaires, point barre. Le libéralisme libertaire conduit à la guerre de tous contre tous, alors que le marxisme conduit logiquement à la dictature du prolétariat. Retoquer le libéralisme libertaire en marxisme culturel relève de l'inversion communément opérée par les libertariens précisément.

3- “marxisme culturel” par analogie avec le concept de “lutte des classes ” on redéfinit de nouvelles classes que l'on oppose. Question : s'agit-il d'une manoeuvre délibérée du pouvoir (complotisme ?) ou se contente-t-il de profiter d'une situation créée par des associations en général très subventionnées par le même pouvoir (simple opportunisme ). Le marxisme culturel avait été étudié par William Lind qui avait travaillé pour le Pentagone sur les guerres de 4ème génération et qui avait même esquissé le concept de “Guerre de 5ème Génération ” définissant la guerre des gouvernements contre les peuples.

4- Le paradigme “marxisme culturel” constitue un code par lequel on reconnaît à coup sûr le libertarien qui l'emploie. Il s'agit de l'amalgame d'une idéologie d'extrême-gauche fantasmée autour de la révolution culturelle maoïste et de l'internationalisme trotskyste, avec le néolibéralisme globaliste dénoncé comme une perversion du capitalisme libéral pur. Ce paradigme codé opère la disqualification du marxisme et du néolibéralisme confondus dans un paradoxe logique recouvert par le déni.

5- La “question” LGBTQ ou celle du racisme, est souvent opposée aux mouvements sociaux, pour les discréditer ou tenter de les fractionner.

Pas plus tard que l'autre jour je regardais un débat du Média avec des gilets jaunes et un politologue (assez mauvais d'ailleurs), qui leur a reproché de ne pas revendiquer contre le racisme... C'est bien une tentative de fragmentation couramment appliquée, selon Michea il s'agit de “libéralisme culturel”, qui vise bien à évacuer la question sociale et revendicative, qui est quand même la question numéro 1, celle qui conditionne toutes les autres. Ce libéralisme culturel permet d'opposer une multitude d'intérêts particuliers et de particularismes entre eux : les blancs, les noirs, les jaunes, les homos, les bisexuels, les zoophiles, les mangeurs de pancakes VS les mangeurs de crêpes, etc. Etc. Ainsi, on évacue le problème, la question centrale qui conditionne toute les autres : la domination du capital sur le travail, disons le très clairement. La “gauche” aurait dû voir venir le piège... Les gilets jaunes l'ont bien vu, eux, et on ne peut que s'en féliciter !

LVOG - La “gauche” ne pouvait pas “voir venir le piège”, pour la bonne raison qu'elle s'est identifiée avec lui, on peut même dire que sinon ce “piège” n'aurait pas pu exister ou se développer, prendre une telle ampleur. Vous avez encore des illusions dans cette gauche avec ou sans guillemets, rompez avec le capitalisme et vous n'en aurez plus ! La gauche n'a été qu'une pure mystification...

6- “ La “gauche” aurait dû voir venir le piège...” Dans son bouquin “les mystères de la gauche” Michéa démontre que c'est la gauche qui a opéré cette substitution du sociétal au social en récupérant mai 68. C'est elle qui a construit le piège à con Mélenchon/Le Pen. Avant Michéa, Michel Clouscard avait déjà tout dit dès 1972.

LVOG - Exact. Elle était déjà aussi pourrie qu'aujourd'hui, on ne cesse de le répéter, cela date de plus d'un siècle maintenant, elle est passée avec armes et bagages dans le camp de la réaction le 3 août 1914, mais hélas par la suite on a eu tendance à l'oublier...

7- La gauche n'étant plus suivie par le peuple qu'elle méprise (des beaufs, sans-dents, votant à droite ...), elle a revu sa stratégie électorale (façon Terra Nova) pour récupérer toutes les minorités, même celles qui ne peuvent pas se supporter.

LVOG - Détrompez-vous, elle a pris le masque de Générations et LFI et bien d'autres encore moins visibles...

8- Non, ce n'est pas du "libéralisme culturel" mais du "marxisme culturel". Le principe de base étant de définir des associations "dominants/dominés" pour recréer une forme de lutte des classes, d'où l'analogie avec le marxisme alors que le libéralisme ne comporte aucune notion d'opposition entre populations puisque pour le libéralisme seuls existent des individus libres.

LVOG - Dans leur propagande uniquement...

9- ... ce qui démontre immédiatement et sans appel l'extrême indigence de ses présupposés anthropologiques.

10- La définition de classes et de population ne sont pas des présupposés anthropologiques mais sociologiques, donc sans aucune base scientifique.

En ce qui concerne le libéralisme, ce sont des préjugés philosophiques : les individus sont libres et responsables de leurs actes, la condition est de ne pas nuire à un autre individu.

LVOG - La définition de classes a une base économique, donc scientifique ne vous en déplaise.

11- Comme tous les préjugés donc, une idéologie sans rapport avec la réalité. Où avez-vous vu des individus libres et responsables? Qui décide de ce qui nuit ou non?

12- C'est quoi le "Marxisme culturel" ?

Marx n'a jamais prôné une culture.

Marx était un scientifique, un sociologue et est le seul à avoir, à ce jour, établi une théorie économique véritablement scientifique.

« Le marxisme est l'ensemble des contresens faits sur Marx » M. Henry in «Marx. Tome 1 : Une philosophie de la réalité. Tome 2 : Une philosophie de l'économie, Gallimard, 1976, réédition collection « Tel », 1991.

13- c'est juste une analogie ... établir une lutte des classes pour diviser les populations et les gouverner plus facilement.

LVOG - Il n'est pas nécessaire d'"établir une lutte des classes" puisqu'elle existe, vouloir l'établir, c'est déjà la nier !

14- Disons que "libéralisme culturel" ou "gauchisme culturel" seraient plus appropriés.

LVOG - Pas mal pour une idéologie de droite ou d'extrême droite centriste !

15- On utilise bien trop de mots fourre tout des pseudo-concepts sans définition ou encore du vocabulaire inapproprié.

Comment dans ces conditions pourrait-on penser et débattre ?

LVOG - En s'en tenant aux faits ou à la réalité au lieu de s'en remettre à des "préjugés philosophiques".

**Est-ce qu'on lui dit de la fermer, pâte molle ?**

- "Gilets jaunes" : "Je ne comprends pas cette obstination à continuer à être ferme alors que ça ne résout rien" tempête Alexis Corbière - Franceinfo 09.02

Ce philistin demande à Macron de prendre des mesures pour résoudre la crise sociale et politique afin que la vie continue comme avant, c'est bien cela, n'est-ce pas ? Est-ce possible, est-ce souhaitable ? C'est ce que suggère Corbière.

C'est marrant, nous nous pensions que l'issue viendrait uniquement des masses révolutionnaires mobilisées. Non mais attendez, vous ne vous situez pas sur le même terrain de classe. Ah ben ouais, que je suis con, pour un peu cela m'aurait échappé !

**En complément. Ils osent tout.**

- Allemagne : le SPD, à gauche toute ! - LePoint.fr 12.02

LVOG - Si c'est Le Point qui le dit...

### **Le régime craque de partout**

Leur propagande hystérique, leur matraquage médiatique quotidien sont impuissants face à la vague révolutionnaire qui s'annonce et qui va submerger, abattre le régime en place.

Il y a des signes qui ne trompent pas, le diable est parfois dans le détail dit-on !

**Patrick Sébastien revient sur la "révolte" des gilets jaunes (et quitte définitivement la télévision) - GQ 11 février 2019**

Dans une interview accordée à "PureMédias", Patrick Sébastien s'est exprimé sur la crise des gilets jaunes et sur son avenir professionnel.

"Moi, ça fait dix ans que j'annonce ce qu'il se passe aujourd'hui. Quand j'ai fait le "D.A.R.D (mouvement politique lancé en 2010, ndlr), tout le monde m'est tombé sur la gueule. Toute cette caste de banquiers, de hauts-fonctionnaires, de mecs de médias, qui dirigent tout..."

Sébastien est revenu sur la crise des gilets jaunes : "Je savais que ça (la crise des Gilets jaunes, ndlr) allait se passer et ce n'est que le début. Ce que vivent les gens au quotidien, ce mépris, ce manque de considération... En bloquant les voitures à un rond-point, ils ont enfin un pouvoir alors qu'on leur disait depuis des années qu'ils n'existaient pas. On les a pris pour des merdes. A un moment, c'est la révolte."

L'animateur évincé de France 2, qui enregistrera la dernière des Années bonheur ce mardi 12 février, affirme "avoir parlé avec le président Macron pendant la crise des Gilets jaunes". Mais s'il est "vrai que les présidents ont tendance à faire appel à [lui] parce qu'ils savent qu'[il] est proche d'une certaine catégorie de gens", ce dernier "ne prétend pas influencer sur leurs décisions, attention". Quant à savoir s'il sera un jour le Beppe Grillon français (dirigeant de mouvement Cinq étoiles en Italie), c'est "non", car "trop dangereux" : "Moi, j'ai des enfants. Le D.A.R.D, j'ai arrêté parce que ça devenait dangereux pour les autres, pas pour moi. Tu as affaire à des fous. Tu as surtout affaire à des gens qui ont des privilèges et qui n'ont pas envie qu'on les leur enlève." GQ 11 février 2019

LVOG - D'où la nécessité de les réprimer, de les mater pour leur ôter leurs privilèges. Effectivement ce sont "des fous" prêts à tout pour les conserver, à nous d'être encore plus "fous" pour anéantir leur pouvoir de nuisance sur la société. C'est une lutte à mort, chacun doit en prendre conscience.

Bien que je n'ai jamais été fan du personnage, je n'ai jamais réussi à le trouver antipathique.

**Jean-Marie Bigard, son gros coup de gueule en soutien aux gilets jaunes - Gala.fr 12 février 2019**

Certains artistes ne cachent pas leur soutien envers les gilets jaunes. Depuis le début du mouvement, Jean-Marie Bigard fait partie de ceux qui se mobilisent à leur côté. Mais les manifestants ont, aussi, leurs détracteurs. C'est notamment le cas de François Berléand, qui a pris la parole sur RTL ce week-end pour affirmer : "Moi, depuis le début, ils me font chier les "gilets jaunes" (...). Comment vingt personnes peuvent emmerder autant de monde ? Ce n'est pas possible !"

Des propos qui n'ont pas plu du tout à Jean-Marie Bigard. Invité sur le plateau de Touche pas à mon poste, l'humoriste a poussé un coup de gueule, avec sa virulence habituelle. "Moi je suis choqué par ce qu'il dit, parce qu'il commence sa phrase en disant : "Ils ne se rendent pas compte qu'il y a des gens qui travaillent." Eh, les gilets jaunes, ils travaillent ! C'est pas des clochards, c'est pas des demandeurs d'emploi, c'est pas des mecs qui veulent du fric. C'est des mecs qui bossent, putain, toute leur vie, et puis le 20 du mois, ils n'y arrivent plus !"

Il affirme comprendre la colère éprouvée par les manifestants, et a même de grandes ambitions pour eux : "Moi je souhaite que les gilets jaunes deviennent une révolution mondiale. On est les champions du monde de la révolution. Et je souhaite qu'on aille à la chasse aux gros, pas la chasse aux petits." Le tout avant de conclure : "Devenons les vrais révolutionnaires de toute la planète !" Une sacrée ambition. Gala.fr 12 février 2019

LVOG - Vive la révolution socialiste mondiale qui éradiquera le capitalisme de la surface de la terre !

Je ferai la même remarque qu'à propos de monsieur Patrick Sébastien, même si je n'ai jamais été porté à la vulgarité, mes parents avaient été très stricts sur ce sujet, un con ou un merde et je prenais une grande baffe par mon père qui avait les mains d'un ouvrier du bâtiment.

Ils respirent la sympathie, on sent qu'ils aiment les gens et qu'ils sont sincères, à l'inverse des psychopathes qui nous gouvernent et qui transpirent tellement la haine qu'ils ne peuvent pas le camoufler. Certes, ils ont servi le régime, mais l'essentiel c'est qu'ils aient le bon réflexe au bon moment, on ne peut pas exiger davantage d'eux.

### **Acte XIII**

Des dizaines de milliers de gilets jaunes pour l'Acte 13 - tendanceclaire.org 09.02

Selon un décompte du ministère de l'intérieur en fin de journée, 51 400 personnes ont manifesté dans toute la France, dont 4 000 à Paris, contre respectivement 58 600 et 10 500 la semaine dernière.

Bizarrement, quand Occurrence ne compte pas, le ministère de l'intérieur fait plonger ses chiffres.

Il y avait globalement autant de monde que samedi dernier.

La détermination reste intacte malgré la violence de la répression.

Il y avait énormément de monde à Bordeaux, plus que la semaine dernière, au moins 5.000 gilets jaunes :

La mobilisation des gilets jaunes bordelais ne faiblit pas et grimpe même légèrement.

Une participation en légère hausse par rapport à la semaine précédente (ils étaient environ 4 000). À noter que la Préfecture ne communique plus de chiffres sur la manifestation. Le cortège s'est élané en début d'après-midi de la place de la Bourse devenu point de ralliement. Une voiture de gendarmerie qui passait par les quais a été coincée par les manifestants une bonne dizaine de minutes. Les fonctionnaires ont pu reprendre leur route après avoir été chahutés. Le cortège a transité par le centre-ville.

En fin d'après-midi après un passage par la place de la Victoire une partie des manifestants a rejoint le place Pey-Berland. Des individus encagoulés se sont mis aux premières loges. Aux jets de projectiles ont succédé les lances à eau des forces de l'ordre et les gaz lacrymogènes. Vers 17h45, la place Pey-Berland a été évacuée. Deux véhicules ont été incendiés dans une rue adjacente. À 19 heures une centaine de personnes étaient encore place de la Victoire, sous le regard des forces de l'ordre.

<https://www.sudouest.fr/2019/02/09/gilets-jaunes-a-bordeaux-5000-manifestants-et-incidents-en-fin-de-cortège-5807802-2780.php>

Egalement à Toulouse, où il y avait 6.000 manifestants selon la police

<https://www.ladepeche.fr/2019/02/09/les-gilets-jaunes-retrouvent-la-rue-ce-samedi-pour-lacte-xiii,8005132.php>

Toulouse (La Dépêche)

Et des défilés conséquents dans beaucoup d'autres villes.

Mulhouse: 800 gilets jaunes

<https://www.lalsace.fr/actualite/2019/02/09/gilets-jaunes-une-manifestation-prevue-samedi-a-mulhouse>

A la Roche-sur-Yon, plus d'un millier de personnes se sont réunies. Des incidents ont eu lieu. L'entrée d'une banque a notamment été forcée. Selon la préfecture, entre 150 et 200 manifestants violents étaient dans le cortège.

Ils ont causé des dégâts, feux de poubelles, de mobilier urbain, et dégradation de deux banques. L'hôtel du département a été vandalisée, des vitres et des fenêtres ont été brisées. Des affrontements avec les forces de l'ordre ont également eu lieu à partir de 16 heures. Avant cela, la manifestation s'est passée dans le calme.

<https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/forte-mobilisation-des-gilets-jaunes-ce-samedi-a-la-roche-sur-yon-1549716993>

tendanceclaire.org 09.02

A Lorient est le 5e rassemblement régional, entre 3 000 et 3 500 personnes.

En Dordogne, 260 personnes ont défilé dans le centre-ville de Bergerac ce samedi.

Dans le Béarn, une manifestation matinale s'est déroulée dans le centre-ville de Pau avec environ 170 manifestants.

Mais la manifestation la plus conséquente était attendue à Tarbes, dans les Hautes-Pyrénées. Les gilets jaunes bigourdans invitaient en effet les gilets jaunes béarnais à les rejoindre dès 9h30 sur la place de Verdun, avec la participation de motards du 64 et du 65. Au total, plus d'un millier de manifestants étaient présents.

En Charente, le rendez-vous était fixé à Angoulême. Un rassemblement (200 gilets jaunes) était organisé depuis 9 heures depuis la gare.

En Charente-Maritime, À La Rochelle, 400 à 500 personnes se sont réunies en tout début d'après-midi sur la place de Verdun, comme chaque samedi depuis de longues semaines. Mouvement des Gilets jaunes : un millier de personnes à La Rochelle (<https://france3-regions.francetvinfo.fr>)

À Saintes, plus de 200 manifestants – gilets jaunes, syndicalistes CGT et FO, militants du PCF – se sont progressivement rassemblés devant le palais de justice.

Dans les Landes : A Mont-de-Marsan, ils étaient une cinquantaine de personnes au rendez-vous de 15 heures devant les arènes du Plumaçon.

Dans le Pays basque, à Hendaye, renforcés par leurs homologues du département et du sud Landes, les gilets jaunes ont une nouvelle fois défilé, ce samedi après-midi. Une première action avant la manifestation nocturne organisée en soirée à Biarritz et qui a rassemblé entre 250 et 300 personnes.

À Marseille, comme chaque samedi, le rendez-vous est fixé en début d'après-midi sur le Vieux-Port. Ils étaient 1 500 selon la police au plus fort de la manifestation, dans une ambiance festive avec beaucoup de musique et de déguisements.

Plusieurs actions sont prévues à Montpellier. Une "déambulation festive" est annoncée dès ce vendredi soir "pour arpenter les rues de Montpellier dans la joie et la bonne humeur". À Montpellier, environ 1 500 manifestants sont partis de la Place de la Comédie vers 14h30, sous des banderoles : "Macron, rends l'ISF", "tous unis pour la démocratie et la solidarité".

Quelques incidents ont émaillé samedi la fin de manifestation des "gilets jaunes" à Rouen où "un noyau dur" continuait "à tourner en centre-ville" vers 18h30, a indiqué la préfecture de Seine-Maritime dans un point-presse par téléphone. La préfecture s'est refusée à donner le nombre de manifestants, se contentant de déclarer qu'il représentait ce samedi "40%" de la fréquentation du samedi précédent à Rouen et "55%" au Havre.

<https://www.sudouest.fr/2019/02/08/gilets-jaunes-a-quoi-s-attendre-samedi-pour-l-acte-xiii-5804709-10530.php>

### **Gilets jaunes: Affrontement entre groupes d'extrême droite et d'extrême gauche à Lyon - Le HuffPost 10 février 2019**

Ambiance règlement de comptes dans les rues de Lyon samedi 9 février en marge de l'acte XIII des gilets jaunes. La manifestation lyonnaise a en effet été marquée par des affrontements entre groupuscules d'extrême gauche et d'extrême droite, rapporte l'antenne locale France 3.

La préfecture de la région Auvergne Rhône-Alpes, citée cette fois par Le Parisien, a précisé que cette rixe a impliqué environ 80 militants d'extrême droite, contre 100 membres de groupes antifascistes. Les faits, qui se sont produits au niveau du cours Lafayette dans le 3e arrondissement, sont particulièrement violents, comme le montrent les images de cette bataille rangée publiées sur les réseaux sociaux Le HuffPost 10 février 2019

### **- Attaque fasciste à Toulouse : l'extrême-droite n'a rien à voir avec le mouvement des Gilets Jaunes ! - Communiqué du NPA 31 - 11 février 2019**

Extrait. Ce samedi 9 février, environ 10 000 personnes ont battu le pavé des rues toulousaines pour l'Acte 13 des Gilets Jaunes, faisant de la ville rose une place forte de la mobilisation contre Macron. Plus que jamais, les revendications sociales et démocratiques sont mises en avant par les manifestantEs. La convergence entre Gilets Jaunes et organisations du mouvement ouvrier progresse comme l'a montré la journée de grève du 5 février.

C'est dans ce contexte qu'une trentaine de fascistes, proches des milieux identitaires et hooligans, ont attaqué un pôle de la manifestation progressiste et anticapitaliste, dont le NPA faisait parti. Pour la plupart masqués, ils ont voulu en découdre avec notre cortège mais ont été repoussés par les militantEs présentEs. Ils ont rapidement quitté la manifestation face à la solidarité exprimée par de nombreuses et nombreux manifestantEs et organisations envers le cortège attaqué. Communiqué du NPA 31 - 11 février 2019

### **Quand la jaunisse tourne au parti de l'union nationale.**

- Le Gilet jaune Hayk Shahinyan, ancien soutien d'Ingrid Levavasseur, lance son parti - Le Parisien 10 février 2019

Ce dimanche, Hayk Shahinyan a annoncé qu'il allait fonder le Mouvement alternatif citoyen (MAC). Son ambition est de « rassembler la société française le plus largement possible, sans être dans Gilets jaunes ou pas Gilets jaunes », indique-t-il dans une vidéo tournée à Lyon et diffusée sur le site putsch. media.

« Nous allons construire ce mouvement citoyen, faire un tour de France » et « on aura beaucoup d'adhérents, entre 10 et 15 000 d'ici fin mars », assure Hayk Shahinyan, 30 ans. « Courant mars, on va organiser un débat interne et les adhérents vont voter » pour décider de la présentation ou non d'une liste aux européennes du 26 mai, précise-t-il. Le cas échéant, ce seront « les adhérents qui constitueront la liste ».

« L'objectif de ce mouvement, c'est d'arriver au pouvoir » et « dans les années à venir d'avoir des élus dans les mairies, au Parlement européen », poursuit Hayk Shahinyan, qui se met « au service » du projet. Il entend « créer un parti sans faire les erreurs des autres partis », en portant « un projet collectif et qui vient du terrain ».

Et de lancer : « Nous irons convaincre non seulement tous les abstentionnistes » mais aussi « les électeurs du Rassemblement national, des électeurs du Parti socialiste qui retrouveront des valeurs de la gauche portées par des citoyens lambda » et encore « ceux qui ont voté Emmanuel Macron, avant de comprendre qu'il a été enfanté par les élites financières et politiques ». Le Parisien 10 février 2019

### **On peut choper la jaunisse même "sans être trop gourmand".**

- "Gilets jaunes" : "Le référendum d'initiative citoyenne et un smic à 1 300 euros, et on éteint le mouvement"  
- franceinfo 10 février 2019

Benjamin Belaïdi, militant associatif et "gilet jaune", assure dimanche 10 février sur franceinfo qu'il y a "une telle gronde sociale que ce n'est pas près de s'éteindre". Il déplore que "la réponse soit autre que policière et répressive" alors que le mouvement a connu son treizième samedi de mobilisation. était présent à la manifestation à Paris, samedi 9 février, pendant laquelle un manifestant a eu la main arrachée.

franceinfo : Le week-end prochain, la mobilisation aura trois mois. Est-elle toujours aussi forte selon vous ?

Benjamin Belaïdi : La mobilisation ne baisse pas. Si on parle de la mobilisation dans les grandes métropoles telles que Paris, il y a peut-être une petite diminution des personnes qui sont mobilisées sur le terrain, et il y en a aussi beaucoup qui ne restent pas jusqu'à la fin de la manifestation. Vers 17 heures ou 18 heures, on sait qu'il va y avoir des débordements, donc les gens préfèrent partir, et c'est ce qu'on les invite à faire. L'idée, ce n'est pas de rester sur place et de prendre un mauvais coup. Il y a des gens qui ont peur aujourd'hui de venir manifester, qui ont peur de prendre un mauvais coup. Aujourd'hui, quand on va manifester en France on ne sait pas si on va rentrer entier chez soi. Donc c'est normal qu'il y ait une baisse de la mobilisation sur le terrain, mais ce qui ne veut pas dire qu'il y ait une baisse du soutien de l'opinion publique. C'est toute cette nuance là qu'il faut prendre en considération.

Depuis le début du mouvement et avec la création du grand débat national, estimez-vous avoir été entendu ?

Entendu, non. Il faut essayer de lire un peu entre les lignes. On a des élections européennes qui arrivent, c'est une vaste opportunité pour le gouvernement et pour le président de la République de mettre en place un grand débat, mais on sait très bien, et il l'a dit, qu'il ne bougerait pas sa ligne politique, qu'il a été élu sur un programme et qu'il irait jusqu'au bout. Quand on n'est pas capable de faire la moindre concession et on tient ce discours dès le début, quel résultat et quelle légitimité on va donner à ce grand débat-là, si ce n'est un débat de l'entre-soi où on fait le tour de France avec des maires, avec des personnes qui sont triées sur le volet ? Moi, je suis désolé, je n'ai été invité à aucun grand débat.

Qu'est-ce qui vous ferait arrêter de vous mobiliser ?

La mise en place du référendum d'initiative populaire. Si Emmanuel Macron met ça en place, clairement, on éteint le mouvement. Ensuite, ce serait une hausse du smic, mais sans être trop gourmands. Les gens sont raisonnables. Quand on lit les revendications, les personnes demandent un smic à 1 300 euros par mois, ce n'est pas vrai qu'on demande un smic à 3 000 euros. S'ils arrivent à mettre ces deux dispositifs en place, ça va clairement mettre le mouvement en sommeil. Il y aura toujours des irréductibles, mais clairement s'il y a un pas, et c'est tout ce que demande les "gilets jaunes", c'est un pas. Pour que la réponse soit autre que policière et répressive. Aujourd'hui, on est dans un tel déni, dans un tel mépris que le mouvement continue

de grossir. Même si sur le terrain vous ne le constatez par forcément, nous on constate qu'il y a un ras-le-bol. Il y a une telle gronde sociale que ce n'est pas près de s'éteindre et il y a aura un acte XIV, il y aura un acte XV, etc. franceinfo 10 février 2019

LVOG - Allez, va te coucher, tu as décidément "sommeil", la nuit porte conseil !

### **L'absence de conscience de classe conduit à toutes les dérives possibles.**

- Européennes: Étienne Chouard "votera Asselineau" - L'Express.fr 9 février 2019

Étienne Chouard, enseignant antilibéral et promoteur controversé du référendum d'initiative citoyenne (RIC), a indiqué qu'il voterait aux élections européennes pour la liste de l'UPR (Union populaire républicaine) conduite par son président, le souverainiste François Asselineau.

"La dernière fois, j'ai voté Mélenchon. Ce coup-ci, je voterai Asselineau. Ce sont mes deux préférés", a déclaré cet enseignant en économie à Marseille, qui a fait polémique pour son intérêt pour l'essayiste d'extrême droite Alain Soral.

Défenseur, comme l'UPR, d'un référendum d'initiative citoyenne, et soutien des gilets jaunes, il a expliqué qu'il déplorait qu'à LFI, il ne soit "plus question de sortir de l'Union européenne", ce que prône l'UPR (le fameux "Frexit").

Le député LFI François Ruffin avait rendu en décembre hommage à Étienne Chouard, suscitant la controverse dans son camp. "Je ne pense pas qu'il faut s'abstenir", a ajouté Étienne Chouard, même si "on ne s'émancipera pas par l'élection", d'autant que selon lui, le Parlement européen est un "Parlement croupion, cornaqué par le Conseil" européen.

LVOG - C'est ce genre de mégalomanes aux relents proudhoniens mal digérés, qui sont les ferments sur lesquels vient germer la théorie rouge-brun ou de l'amalgame scélérat de l'extrême gauche avec l'extrême droite propagé par les idéologues des think tanks néoconservateurs. Chouard, c'est le sosie ou le clone de Boon, ni l'un ni l'autre vraiment comiques !

### **Il a fini par se sentir lui-même ma parole ! Paroles de fascistes.**

- Gilets jaunes : Gabriel Attal dénonce «des actions fascistes, qui puent» - Le Parisien 10 février 2019

- BHL estime que les Gilets jaunes sont un «fascisme nouveau», le Net lui rappelle la Libye - Sputnik 11.02

### **Cela pourrait aller encore plus vite. Je propose que ce genre d'enquêtes soit aboli.**

- Violences policières : Christophe Castaner souhaite que les 133 enquêtes "aillent vite" pour montrer si les "reproches sont fondés" - franceinfo 10.02

Castaner : "La force publique est légitime pour protéger"... franceinfo 10.02

- Manifestant blessé à la main à Paris : un collectif d'avocats saisit le Conseil d'Etat pour interdire la grenade mise en cause - Franceinfo 10 février 2019

Des avocats vont saisir le Conseil d'Etat pour demander l'interdiction des grenades "GLI F4" qui seraient à l'origine de plusieurs blessures. Franceinfo 10 février 2019

### **Quant aux actes anti-ouvriers du ministre de l'Intérieur n'en parlons pas !**

- Les actes antisémites en hausse de 74% en France en 2018 annonce Castaner - Liberation.fr 12.02

En déplacement à Sainte-Geneviève-des-Bois où un arbre planté en mémoire d'Ilan Halimi, jeune Juif tué en 2006, a été vandalisé, le ministre de l'Intérieur a évoqué une hausse des actes antijuifs en 2018. Liberation.fr 12.02

### **Totalitarisme. Annulation de toutes les condamnations et libération de tous les prisonniers politiques !**

La République menacée par un chariot élévateur

- Intrusion au ministère de Griveaux par des "gilets jaunes": six personnes interpellées - AFP 12.02

Six personnes soupçonnées d'avoir forcé avec un chariot élévateur l'entrée du ministère de Benjamin Griveaux, porte-parole du gouvernement, le 5 janvier, lors de l'acte 8 des "gilets jaunes", ont été interpellées mardi, a-t-on appris auprès du parquet de Paris.

"Pas d'impunité pour les ennemis de la République", a réagi sur Twitter le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner. AFP 12.02

### **- Gilets jaunes: près de 1800 condamnations prononcées par la justice - huffingtonpost.fr 12.02**

La justice a prononcé près de 1800 condamnations depuis le début du mouvement des gilets jaunes mi-novembre, qui a été émaillé à plusieurs reprises de violences, a annoncé ce mardi 12 février Édouard Philippe devant l'Assemblée nationale.

Le 7 janvier, le Premier ministre faisait état d'"un millier" de condamnations.

"Depuis le début de ces événements, 1796 condamnations ont été prononcées par la justice et 1422 personnes sont encore en attente de jugement", a énuméré le chef du gouvernement lors de la séance des questions au gouvernement. Il répondait à une question du chef de file des députés MoDem, Patrick Mignola, sur le rétablissement de l'ordre républicain.

En outre "plus de 1300 comparutions immédiates ont été organisées et 316 personnes ont été placées sous mandat de dépôt", a-t-il rapporté. huffingtonpost.fr 12.02

### **Totalitarisme. Il ne manquera plus que l'emblème du IIIe Reich dans la caserne.**

- L'Assemblée pour l'affichage des drapeaux tricolore et européen en classe - Le HuffPost 12.02

L'Assemblée nationale a prévu dans la nuit du lundi 11 au mardi 12 février la présence obligatoire dans les salles de classe du drapeau tricolore et du drapeau européen, ainsi que des paroles de l'hymne national, dans le cadre de l'examen du projet de loi "sur l'école de la confiance. Le HuffPost 12.02

J'ai lu quelques déclarations des différents partis politiques présents à l'Assemblée nationale, pas un ne s'est opposé à ce carcan infâme des Versaillais.

A bas le drapeau tricolore de la monarchie républicaine ! A bas le drapeau européen des multinationales ! A bas la Marseillaise des va-t-en-guerre contre tous les peuples ! Vive le drapeau rouge libérateur de la Commune ! Vive l'Internationale des exploités et des opprimés !

Les drapeaux et l'hymne de Macron, Philippe, Castaner ne peuvent pas être ceux du peuple laborieux luttant pour son émancipation de la dictature du capital.

### **- Jean-Michel Blanquer présente sa loi confiance en pleine vague de défiance - Le HuffPost 11 février 2019**

Porté le ministre Jean-Michel Blanquer, ce projet de loi "pour une école de la confiance" vise précisément à "élever le niveau général des élèves" et promouvoir "la justice sociale". Sans toutefois répondre aux interpellations des syndicats ni des enseignants mobilisés.

Cela n'empêche pas ce projet de loi "confiance" de déjà cristalliser le scepticisme à l'heure où les réformes du baccalauréat, celle du lycée ou encore Parcoursup sont encore contestées et accusées de promouvoir une vision libérale de l'éducation.

Malgré des mesures parfois emblématiques, le texte est contesté dès son premier article, qui rappelle le devoir "d'exemplarité" des enseignants et le respect que doivent leur manifester en retour élèves et familles. Des enseignants y voient une volonté de "museler" leur liberté d'expression... Le HuffPost 11 février 2019

**- «On demande très tôt aux élèves de se comporter en consommateurs éclairés de l'offre scolaire» - Liberation.fr 10 février**

Sous couvert de liberté de choix, la réforme du lycée risque de renforcer les inégalités entre élèves, estime Jean-Yves Rochex, chercheur en sciences de l'éducation. Selon lui, cette nouvelle mouture contredit la mission de service public de l'école.

«On demande très tôt aux élèves de se comporter en consommateurs éclairés de l'offre scolaire»

Jean Yves Rochex Jean-Yves Rochex (photo DR) est professeur en sciences de l'éducation à l'université Paris-VIII et spécialiste des questions d'inégalités scolaires, de politiques éducatives et de l'éducation prioritaire. Pour lui, la réforme du lycée risque d'accentuer les inégalités sociales.

### **Pourquoi cette réforme du lycée suscite-t-elle tant d'inquiétudes ?**

On voit bien que cette réforme est conçue, comme Parcoursup avec laquelle elle est couplée, pour un certain type d'élèves, pensés comme étant très tôt autoentrepreneurs de leur propre vie, de leur propre parcours scolaire. Le risque est grand qu'elle se fasse au détriment de ceux qui ne correspondent pas à ce modèle d'élève de classe favorisée. Si on construit, avec cette réforme, les conditions de la liberté de choix, c'est au sens le plus calqué sur l'offre et la demande, qui ne correspond pas à l'idée du service public en éducation sur laquelle s'est construite l'école en France.

### **L'objectif de donner plus de liberté aux élèves n'est-il pas louable ?**

La cohérence entre la réforme du lycée et celle de Parcoursup conduit à demander très tôt, dès l'entrée au lycée, aux élèves de se comporter comme des consommateurs éclairés de l'offre scolaire, à même de construire un parcours de formation individualisé et cohérent. Cela aurait pu être un point positif de lier le parcours au lycée au premier cycle universitaire. Mais, d'une part, une telle individualisation contribue à nier la conception de l'école comme service public se référant à des valeurs et objectifs communs pour en faire une offre de services aux individus et aux familles. D'autre part, ces derniers ne disposent pas des mêmes ressources économiques et culturelles pour être à armes égales face à cette logique accrue de l'offre et de la demande ou pour faire valoir leurs expériences hors école. Si vous avez les moyens de passer un mois d'été à faire un chantier de fouilles bénévole, vous pourrez bien mieux le valoriser dans votre parcours scolaire et universitaire que si vous le passez à travailler dans un fast-food. L'invocation de la liberté de choix des élèves fait bon marché des inégalités profondes qui pèsent déjà sur les modalités d'orientation et de «choix» des filières. On est sur le modèle de l'élève-consommateur. Si vous allez au supermarché choisir votre formation, selon votre capacité à lire les étiquettes, les ressources que vous pouvez mettre, vous n'achèterez pas les mêmes produits.

### **Cette inégalité face à l'orientation est-elle étayée par des chiffres ?**

Quelques-unes suffiront pour illustrer à quel point l'orientation est très liée aux inégalités socio-économiques. Ainsi, à la session du baccalauréat de 2014, pour 100 enfants de cadres ou professions intellectuelles supérieures qui obtiennent un bac, 76 ont un bac général, 14 un bac techno, 10 un bac pro. Pour les enfants d'ouvriers, la même année, 32 sur 100 ont obtenu un bac général, 23 un bac techno et 45 un bac pro (1). Ça se passe de commentaires. On peut ajouter qu'il est paradoxal de prétendre renforcer la

liberté de choix des élèves alors que, dans le même temps, on déstructure et on affaiblit durablement les services d'orientation, entre autres en fermant nombre de centres d'information et d'orientation (CIO).

### **Quels effets anticipez-vous ?**

Je pense que cette réforme aggravera les choses. D'une part, parce qu'elle opacifie beaucoup la lisibilité des parcours et des options. D'autre part, parce que tout laisse à penser que la carte de l'offre des options sera très inégale selon les territoires et très peu régulée à l'échelle nationale. Et la part accrue du contrôle continu augmentera les différences d'exigences et d'acquisitions entre les établissements les plus socialement contrastés, affaiblissant donc la valeur nationale du bac, en particulier pour l'accès aux études supérieures, ce que l'on a déjà observé avec Parcoursup. On a déjà pu constater que ce dernier avait renforcé les phénomènes d'autosélection des élèves ayant un bac pro ou techno, et donc des élèves de milieux populaires. Tout porte à penser que la réforme du bac exacerbera cette logique.

### **Ne pensez-vous pas qu'il y a tout de même une volonté d'améliorer le système éducatif ?**

Je ne sonde pas les âmes. Un des principaux problèmes de notre système est celui des inégalités sociales. Et on ne voit pas le moindre élément de diagnostic à ce propos dans les attendus de cette réforme.

(1) Chiffres de la Direction de l'évaluation de la prospective et de la performance du ministère de l'Education nationale (Depp). Liberation.fr 10 février

### **L'art d'aborder un problème et d'en chercher l'origine... en évitant soigneusement de l'identifier.**

#### **Grille de lecture.**

Tout est dit ici : "*Il va falloir comprendre et analyser cette impuissance politique.*"

On est en présence d'un système financier international de type mafieux mais en très grande partie légale, connu de tous, qui a été mis en place avec la complicité de tous les gouvernements et partis politiques qui se sont succédés au pouvoir depuis les années 70.

Tout le monde sait de quoi il retourne et on nous sort qu'il "*va falloir comprendre et analyser*". En réalité, il n'y a rien à comprendre, dès lors qu'on nie ou qu'on ne relie pas la stratégie néolibérale et ces pratiques mafieuses qui en sont issues, à la crise et aux contradictions du capitalisme qui conduisent sans cesse à une plus grande concentration de la richesse et du pouvoir au détriment du reste de la population mondiale.

C'est la nature du système économique, le capitalisme qui en est la seule et unique cause de la situation sociale et politique actuelle. Mais lorsqu'on refuse de l'admettre parce qu'on ne tient pas à l'affronter, on en vient à ce genre de divagations qui servent finalement de diversion pour ménager le capitalisme et détourner les masses de la tâche historique qu'elles ont à accomplir : abolir le capitalisme et passer au socialisme.

#### **- "En France, l'évasion fiscale c'est 100 milliards d'euros par an, le budget de l'Education" - nouvelobs.com 22 janvier 2019**

Sept ans après les "Nouveaux Chiens de garde", coréalisé avec Gilles Balbastre, Yannick Kergoat s'attaque à la finance. Cette fois, avec "la Très Grande Evasion" il s'allie au journaliste d'investigation Denis Robert (à l'origine du scandale Clearstream) pour réaliser un documentaire sur les Panama Papers, Paradise Papers et autres scandales d'évasion fiscale qui se succèdent depuis dix ans. Explosif, le sujet résonne en bien des points avec la mobilisation des "gilets jaunes":

"Aujourd'hui, Emmanuel Macron organise un grand débat national, mais il y a une question qui n'est pas posée, et qui pour nous, résoudrait toutes les autres : qu'est-ce qu'on fait de l'évasion fiscale ?"

Après deux années d'enquête, Yannick Kergoat et Denis Robert se heurtent aujourd'hui à la frilosité des investisseurs. Pour financer la fin de leur travail, ils lancent un appel à crowdfunding. Entretien.

"La Très Grande Evasion" représente déjà deux années d'enquête. Richesses mal redistribuées, classes moyennes qui se paupérisent... A plusieurs égards, votre projet fait écho aux revendications des "gilets jaunes". Vous ont-ils inspirés ?

Le mouvement des "gilets jaunes", et le fait qu'il mette vraiment au cœur la question de la justice fiscale, c'est pour nous un énorme encouragement. Ça nous porte, ça nous engage. Ça fait deux ans qu'on écrit ce film, donc il n'y a pas l'idée opportuniste de surfer sur un mouvement social, une revendication partagée.

Le titre, "la Très Grande Evasion", est un clin d'œil au film, évidemment. A l'initiative de ce projet, il y a le producteur Bertrand Faivre : un ami de longue date, qui a coproduit le dernier film de Denis Robert. Il nous a réunis en pensant que la question de l'évasion fiscale est au cœur de nos vies de tous les jours. On en entend parler, il y a des livres, des articles et des reportages télévisés sur le sujet. Mais il n'y a pas un film, avec l'impact que ça peut avoir au cinéma, la capacité d'interpeller les gens. Donc, on s'est mis au boulot. Il a déjà financé deux ans de travail, d'enquête, de recherches, d'écriture.

Dans "la Très Grande Evasion", vous projetez de revenir sur les Panama Papers, Paradise Papers et autres scandales financiers qui révèlent depuis dix ans l'ampleur de l'évasion fiscale en France. Concrètement, ça représente quoi ?

Aujourd'hui, l'évasion fiscale, c'est 100 milliards d'euros, chaque année pour la France. 100 milliards d'euros, c'est plus que le budget de l'Education nationale. Le déficit budgétaire français, c'est 83 milliards d'euros. Ces chiffres ne sortent pas de nulle part, mais de nombreuses associations et de rapports parlementaires. Ça recouvre des réalités et des dispositifs qui sont un peu différents et qu'on nuancera dans le film : tout un agrégat de situations et de techniques d'évasion ou d'optimisation fiscales.

On vit depuis au moins quinze ans sous le régime de politiques d'austérité. On nous dit "il n'y a plus d'argent dans les caisses, il faut se serrer la ceinture", et le grand débat national organisé cette semaine, stipule noir sur blanc que l'alternative c'est soit augmenter les impôts, soit baisser les services publics. Nous, on dit : il y a une alternative, rétablissons la justice fiscale.

Comme les "Nouveaux Chiens de garde" en son temps, ce documentaire sera ponctué d'archives télévisuelles. En 2011, vous dénonciez la connivence entre le pouvoir et les "éditocrates". Cette fois, qui souhaitez-vous pointer du doigt ?

Ceux qui fraudent sont ceux qui ont le bénéfice de la fraude. Ceux pour lesquels c'est rentable de frauder, évidemment, ça ne sera pas le salarié qui s'apprête à être prélevé à la source. Ce sont les grandes fortunes, les plus riches de la société... ceux qui ont intérêt à soustraire des sommes à l'impôt ! La responsabilité est essentiellement politique, à différents échelons : français, européen, international... Une grande partie de l'optimisation agressive vient de la compétition que se mènent les pays européens entre eux. Pourquoi les questions de fiscalité ne sont-elles pas mieux harmonisées ?

Connivence, bienveillance... le personnel politique est-il complice de ces grands circuits d'évasion fiscale ? Concrètement, à qui pensez-vous ?

Est-ce qu'il y a en France des hommes et des femmes politiques qui sont corrompus, en termes d'évasion fiscale ? La réponse est oui. On a quand même eu un ministre du Budget qui pratiquait la fraude fiscale. Est-ce que c'est la raison principale pour laquelle le problème perdure ? Je ne pense pas. Il va falloir comprendre et analyser cette impuissance politique. Essayer de définir pourquoi depuis tant d'années, il n'y a pas réellement eu de politiques conséquentes sur la question.

Avec Denis Robert, on posera la question à ceux qui ont des réponses et des solutions à apporter. On ne fait pas ce film pour donner notre opinion, mais pour aller à la rencontre de ceux qui sont bien plus spécialistes que nous sur ces questions.

Face aux difficultés rencontrées pour financer votre film, vous lancez un crowdfunding sur KisskissBankbank. Comment expliquez-vous le refus de tous les services cinéma des chaînes de télévision de participer au financement du film ?

Le producteur a cette formule : "Jamais je n'ai eu de réponses aussi rapides, ça a été non tout de suite !". La difficulté de financer un film sur la fraude fiscale est quand même le signe qu'il va falloir beaucoup travailler... Et que le problème ne fait pas consensus du côté des élites.

La seule solution, c'était de demander aux gens directement et de leur dire "on a besoin de vous pour faire ce film, si vous croyez un peu à l'équipe qu'on forme, avec Denis, aidez-nous à le faire". Il faut d'abord comprendre qu'un film, ça coûte cher. Il y a beaucoup de collaborateurs, des animations, des tournages, des voyages. Et ce même si, nous, comme auteurs-réalisateurs, on ne prend pas d'argent ou très peu. On est à l'abri des coups de pression car on est indépendants. On n'appartient pas à un organe de presse, on n'est pas salariés à l'année d'une société de production, on n'a pas d'actionnaires, pas de directeurs, etc. Ça nous met largement à l'abri et on est bien déterminés à faire ce qu'on veut faire. nouvelobs.com 22 janvier 2019

Voilà ce qui confirme mon analyse : "*On posera la question à ceux qui ont des réponses et des solutions à apporter*", ben voyons, à ceux qui sont complices de l'évasion fiscale, pure numéro d'illusionnisme de faux opposants au capitalisme !

Quand on refuse de l'affronter, on collabore avec lui, on perd toute légitimité et dignité.

### **Quand la paupérisation valide la notion de milieux populaires.**

- Christophe Guilluy sur les gilets jaunes - lemediapresse.fr 11.02

Géographe, Christophe Guilluy est avant tout connu pour sa cartographie des classes populaires, dont est né le concept de « France périphérique », qu'il affine un peu plus à chaque ouvrage. Selon lui, contrairement aux idées reçues, la majorité des classes populaires ne vit pas dans les grandes métropoles. Reléguées dans des zones loin des pouvoirs économiques, politiques et culturelles, dans cette « France périphérique », qui inclut zones rurales, périurbaines et petites villes, les classes populaires sont oubliées et méprisées des « élites ». Les banlieues ne formeraient donc pas les seuls quartiers populaires. Son dernier livre, *No Society*. La fin de la classe moyenne occidentale, est sorti en 2018 chez Flammarion. Les travaux du géographe nous paraissent aujourd'hui importants pour comprendre la révolte des Gilets jaunes, auxquels est consacré le dossier du troisième numéro de 99%, encore en vente sur notre site.

Le Média : Dans vos travaux, vous avez beaucoup analysé la France périurbaine. Or, pour Hervé Le Bras, la mobilisation des Gilets jaunes correspond principalement à la diagonale du vide et donc à une France très rurale. Qu'en pensez-vous ?

Christophe Guilluy : Justement, ce n'est pas la France périurbaine que j'ai analysé, mais la France périphérique.

Mais qui comprend la France périurbaine....

Il y a du périurbain dans la France des métropoles et dans la France périphérique. Il y a une incompréhension ou une volonté de ne pas comprendre ce que je raconte. J'ai élaboré le concept de « France périphérique » entre la fin des années 1990 et le début des années 2000. Je travaillais sur les quartiers de logements sociaux en Seine-Saint-Denis, où je suis né. Je me suis rendu compte que ce n'étais qu'une fraction des classes populaires. Cela m'a emmené avec un autre géographe, Christophe Noyé, à élaborer les premières cartes de répartition dans l'espace des classes populaires. Nous avons analysé la répartition des ouvriers, des employés, des petits revenus, des petits retraités, etc. Évidemment, nous retrouvons parmi ces classes populaires des banlieues. Mais ce n'était qu'une minorité. La cartographie nous disait que la répartition dans l'espace des catégories populaires avait complètement changé. Aujourd'hui ces gens vivent très loin des zones d'emplois les plus actives, qui sont essentiellement des grandes métropoles.

En quoi est-ce si important ?

Je suis arrivé à la conclusion que les classes populaires vivent sur des territoires qui étaient très différenciés. J'ai été contraint de trouver un concept englobant qui ne passait pas par les typologies habituelles. L'incompréhension vient de là. La France périphérique n'est pas spécifiquement urbaine, rurale ou

périurbaines. Elle est un peu tout cela. Le point commun entre ces territoires très différents, c'est que nous trouvons une majorité de catégories populaires. Il peut aussi y avoir des catégories supérieures, mais elles sont minoritaires. Nous avons bien une représentation sociale de la France. C'est pour cela que je dis qu'on se trompe en utilisant des typologies qui ne sont plus pertinentes. Les catégories de l'Insee qui divisent l'espace entre rural, urbain, etc. ne dit absolument rien. Aujourd'hui, quand on regarde les premières cartes de répartition des Gilets jaunes, c'est assez frappant. Dans La France périphérique (Flammarion, 2014), nous avons fait un indicateur de fragilité sociale. C'est un copié-collé de la carte des premières manifestations de novembre. Les Gilets jaunes ne proviennent pas exclusivement de la France rurale. Ils cassent complètement les représentations géographiques et sociales. On constate aussi qu'il n'y a plus l'opposition traditionnelle entre la France de l'est et celle de l'ouest. Les Gilets jaunes se répartissent équitablement entre l'est et l'ouest de l'Hexagone, entre petites villes, campagnes et « périurbain subi ». Le géographe Laurent Chalard distingue le « périurbain subi » de la France périphérique et le « périurbain choisi » de la France des métropoles. Par exemple, les Yvelines il s'agit de périurbain riche de grandes métropoles. Cela n'a rien avoir avec celui de Charleville-Mézières.

Paradoxalement, je suis géographe, mais je ne crois qu'aux gens. Un territoire cela n'existe pas. Pour moi, il n'y a pas de déterminisme géographique. Je pars des gens pour arriver aux territoires et pas l'inverse. La typologie géographique ne dit absolument rien. Quand un bobo s'installe dans le Lubéron, il ne se met pas à voter FN et il n'achète pas un berger-allemand. Ce qui compte, c'est le destin de ces catégories populaires, le champ du possible. Et le résultat est que ces territoires périphériques créent très peu d'emplois.

Peut-on parler réellement de France d'en bas pour qualifier les Gilets jaunes ?

Oui, c'est la France de catégories populaires et des petits salaires. Il ne s'agit pas exclusivement la France des pauvres. Mais l'instrumentalisation des pauvres par la bourgeoisie est vieille comme le monde. Dans les débats, on fait souvent l'impasse sur quelque chose : les pauvres sont issus des classes populaires à 99%. Il y a un lien organique entre ces dernières, même si elles travaillent, et les pauvres. Dans les milieux populaires, et c'est le cas chez les Gilets jaunes, il y a des gens qui occupent un emploi, heureusement. Mais ils sont parfois passés par la case pauvreté. Ils ont souvent dans leur entourage une sœur, un cousin, un père, etc. qui est pauvre. La pauvreté est intégrée au monde populaire. Mais la bourgeoisie, au moins depuis le XIXe siècle, fait tout pour scinder en deux les pauvres et les milieux populaires. Mais il n'y a pas d'oppositions de principe. C'est pareil avec les minorités.

Effectivement, les Gilets jaunes ne sont pas les plus pauvres, puisque être contraint de prendre sa voiture pour travailler exige d'avoir un emploi, même mal payé...

Les mouvements sociaux ne sont jamais portés par les pauvres. Ils sont trop fracassés. Quand on est pauvre, on pense juste à boucler non pas les fins de mois, mais les fins de journée. On ne se mobilise pas, c'est évident. Mais il n'y a pas d'opposition. On peut être dans les milieux populaires et avoir conscience de la pauvreté parce qu'elle est très proche. Pourquoi ? Parce que ces gens ont des petits salaires et vivent sur des territoires où il y a très peu de créations d'emploi. La case pauvreté vous attend très probablement, si vous perdez votre emploi. Le champ du possible se restreint pour soi-même et pour ses enfants hors des métropoles.

Les Gilets jaunes se sont beaucoup mobilisés sur des ronds-points. Qu'est-ce que cela représente pour eux, selon vous ?

C'est très symbolique, puisque le mouvement est parti de la taxe carbone Ils sont sur des territoires où le déplacement en voiture est une obligation. Ce n'est pas un choix. Bien évidemment, la question du rond-point s'impose. La grande difficulté de la question sociale est dispersée. Le système statistique français est très bon pour repérer les questions de concentration. Mais il est très nul pour les dispersions. Avec Christopher Noyé nous avons fait cet indicateur de fragilité sociale pour montrer à quel point il était difficile de toucher les classes populaires, parce qu'elles sont dispersées dans l'espace. C'est un problème politique, mais aussi pour les syndicats. En plus les représentations tendent à invisibiliser tous ces territoires. La typologie de l'Insee vise toujours à marginaliser. Par exemple, si vous prenez les ruraux, c'est 10% à 15% de la population, c'est marginal. Si vous parlez du périurbain, pareil, c'est 15%. Mes travaux ont permis d'expliquer que le rural, plus les petites villes, plus certaines villes moyennes forment un tout. Du coup, j'ai démontré que les classes populaires sont encore majoritaires, ce qui a gêné les classes dominantes.

La classe moyenne devait, à terme, englober, selon la classe dirigeante, deux Français sur trois. Il semble pourtant qu'elle est en voie de précarisation. Les classes populaires sont-elles en train de grossir à cause de ce phénomène ?

Bien sûr. C'est le sens de ce que j'écris depuis le début. Dans mon dernier livre, No Society, je me penche sur la classe moyenne, au sens culturel. Je laisse de côté la définition économique. Savoir à quel niveau de revenu on entre dans la classe moyenne, c'est une construction intellectuelle. Le plus important pour moi, c'est qu'hier, la classe moyenne était majoritaire. Il s'agissait en effet des « deux Français sur trois » de Valéry Giscard d'Estaing. Les gens étaient intégrés économiquement, donc politiquement et donc culturellement. Tout cela formait un tout. Aujourd'hui, nous voyons bien que cette catégorie qui allait de l'ouvrier au cadre, n'a plus de sens.

Elle commence à disparaître à partir des années 1980. Il s'agit d'une conséquence du modèle mondialisé. La société devient de plus en plus clivé. Comme l'a montré Thomas Piketty, il y a une vraie poussée des inégalités. Le système économique fait exploser la classe moyenne dans le sens culturel, en France, en Europe ou aux États-Unis. Nous sommes bien dans un mouvement de recomposition des classes sociales. Ce qui m'intéresse dans ce mouvement, c'est que j'appelle « le mouvement réel des sociétés », c'est-à-dire celui du plus grand nombre et donc des classes populaires. Selon moi, il s'imposera de toute façon. C'est pour cela que les Gilets jaunes ne me surprennent pas. Nous avons là des gens qui peuvent être ouvriers, petits indépendants, paysans, etc. Hier, certains étaient considérés comme des catégories de gauche, comme les ouvriers, et d'autres de droite, comme les paysans. Aujourd'hui, ils se retrouvent et ont une perception commune des effets du système économique mondialisé. Cela montre bien une recomposition sociale, politique et culturelle. L'essentiel des partis politiques l'ont raté.

En-dehors des ronds-points il existe un deuxième type de mobilisation au sein des métropoles. S'agit-il de montrer aux pouvoirs économiques, politiques et médiatiques qu'ils existent ? Ou s'agit-il d'un affrontement de la France périphérique contre celle des métropoles ?

Il faut bien insister sur le fait que le mouvement des Gilets jaunes est d'abord un mouvement existentiel. Il s'agit pour eux de dire : « Nous existons et nous voulons être pris au sérieux. » C'est très important symboliquement de venir à Paris et dans les grandes métropoles. Ce sont les espaces où ils n'ont plus leur place. À cause du modèle économique, on n'a plus besoin de ces gens pour faire tourner la boutique. Venir au cœur du système, c'est venir au cœur des grandes métropoles, qui sont devenus des grands espaces hyper-embourgeoisés. On me rétorque à chaque fois : « Oui, mais il y a des banlieues. » C'est une instrumentalisation des pauvres et des minorités. On instrumentalise leur présence pour bien montrer que la ville est ouverte. Selon ce discours notre système correspond à celui d'une société où tout le monde aurait sa place. Mais l'instrumentalisation des minorités marche de moins en moins, notamment dans les quartiers de logements sociaux. lemediapresse.fr 11.02

### **Ils osent tout**

- Gates: la pauvreté n'est pas un obstacle aux soins de santé - AFP 12.02

"En consacrant des sommes modestes à des problématiques prioritaires, on peut engranger des résultats phénoménaux", soutient M. Gates dans un entretien avec l'AFP, évoquant l'accès à certains vaccins, antibiotiques ou à des infrastructures de base. AFP 12.02

LVOG - Leur cynisme est sans fond, il faut les exterminer.

(En Inde où je vis) Quand nourrir sa famille ou se soigner est la seule alternative...

A force d'entendre des personnes se plaindre de douleurs ou de mal de tête, je me suis transformé en pharmacie ambulante distribuant des analgésiques et des antibiotiques à tour de bras, j'en emporte toujours une vingtaine dans mon sac à main. L'air de rien j'y consacre environ 500 roupies par mois. Avant de donner des antibiotiques (pour 3 jours seulement), je m'assure que la personne a bien de la fièvre, ce qui n'est pas le cas la plupart du temps.

Les pauvres ne sont pas seulement pauvres, ils sont très arriérés, ils ne sont pas capables de faire face aux difficultés qui les accablent, aux transformations rapides de la société... Ils ne retiennent pas les noms des médicaments, et quand ils ne se sentent pas bien, ils doivent aller chez un médecin, donc payer une consultation qui sera plus chère que le traitement qu'il leur donnera, du coup ils ne vont pas chez le médecin et ils souffrent en silence. Et puis, quand tu bosses 6 jours sur 7, tu trouves quand le temps d'aller chez le médecin, en fin de soirée, la salle d'attente est pleine à craquer, tu y restes au moins une heure, et ensuite tu rentres à pied à ton village quand il fait nuit noire ou tu téléphones pour qu'on vienne te chercher, et le lendemain matin tu te lèves à 5h30 pour laver le linge, cuisiner, etc, car plus tard l'eau sera coupée, et ensuite tu partiras bosser, à pied et ensuite en bus, bondé, debout de préférence, et plus tard il fera entre 36 et 40°C...

J'ai sélectionné les plus efficaces analgésique et antibiotique existant en Inde. Il faut savoir aussi que les médecins prescrivent des médicaments en fonction de la richesse de leurs patients. C'est ainsi que les plus pauvres se voient prescrire les médicaments les moins chers, mais aussi les moins efficaces, bref, ils cumulent vraiment tous les handicaps liés à une société basée sur les inégalités sociales. Je m'en suis aperçu quand l'autre jour la petite fille de ma compagne est venue passer quelques jours chez nous. Elle toussait depuis déjà 10 jours, j'ai regardé le sirop qu'elle avait emporté avec elle, 36 roupies. J'ai sorti celui que j'avais en stock à 110 roupies, au bout de deux jours elle ne toussait plus ! J'imagine que sa mère a dû acheter plusieurs flacons de sirop à 36 roupies en 10 jours pour aucun résultat, elle a donc dépensé plus de 110 roupies.

Ici, la santé, c'est la sélection en fonction de la richesse de la population. C'est ignoble, c'est le capitalisme, c'est ce que j'explique aux travailleurs indiens. Je vais devenir leur gourou politique, là je plaisante, il faut bien, cela soulage aussi un peu !

### **Une autre action philanthropique.**

- Barkhane, Minusma: au Mali, les forces armées aident aussi au développement économique - Franceinfo 11.02

---

## **INFOS EN BREF**

### **POLITIQUE**

#### **Haïti**

- Haïti en proie à des manifestations violentes, mutisme du pouvoir - AFP 12 février 2019

Haïti était lundi une nouvelle fois plongée dans l'incertitude et la tension avec des barricades paralysant l'activité dans les principales villes et un pouvoir exécutif muet face aux revendications sociales scandées lors de manifestations parfois violentes.

La police avait fait état jeudi soir de la mort de deux personnes. Samedi à Port-au-Prince, un adolescent de 14 ans a été tué par balle en marge d'un rassemblement. Une autre personne est morte dimanche à Jacmel dans le sud du pays, selon les médias locaux.

Les forces de l'ordre ont fait un large usage de grenades lacrymogènes pour disperser les centaines de jeunes issus des quartiers les plus pauvres qui ont défilé lundi sur l'une des principales artères de la capitale. Des coups de feu ont retenti dans les rues avoisinantes.

Dans la confusion ambiante, des commerces ont été pillés.

"Ce qu'on endure aujourd'hui c'est à cause du Jovenel (Moïse, le président, NDLR). Je n'en voudrais jamais à ceux qui ont pris mes affaires : ils ont faim. En revendant ce qu'ils m'ont pris, ils vont pouvoir soulager un

peu leur famille. On n'a pas de bons dirigeants : s'il y avait du travail dans le pays, ça ne serait pas arrivé", témoignait Joseph, dont le stock de boissons a été entièrement volé.

Par ailleurs les policiers ont arrêté cinq jeunes qui se trouvaient à l'intérieur d'une banque. Dans l'après-midi, des tirs sporadiques résonnaient encore dans certains quartiers de la capitale.

Des blocages routiers ont été rapportés dans plusieurs villes de province où des manifestations se sont également déroulées lundi, occasionnant par endroits des dégâts matériels. Par peur des violences, une large majorité d'écoles, de commerces et d'administrations n'avaient pas ouvert leurs portes.

Depuis la large mobilisation nationale de l'opposition le 7 février, marquant les deux ans du mandat présidentiel de Jovenel Moïse, des manifestations spontanées de plus faible ampleur ont gagné les principaux centres urbains du pays.

Elles se sont accompagnées de barricades tenues par des jeunes rançonnant toute personne se risquant à traverser, d'incendies de véhicules, de dégradations de commerces, dans un climat d'intimidation qui a dominé dans la capitale Port-au-Prince.

La colère populaire s'intensifie avec l'aggravation des difficultés économiques subies par la majorité pauvre. Face à l'inflation qui dépasse les 15% depuis deux ans, la première des revendications des manifestants est de pouvoir manger à leur faim.

Lors de la campagne électorale, Jovenel Moïse avait promis qu'il mettrait "à manger dans toutes les assiettes et de l'argent dans les poches". Des promesses non tenues.

"Nous demandons à la police nationale d'arrêter Jovenel Moïse car il représente un danger et une menace pour la vie de chaque Haïtien", a déclaré lundi à l'AFP André Michel, une des principales figures de l'opposition.

"Il n'a plus de légitimité: le pays va rester bloqué jusqu'à la démission de Jovenel Moïse" assurait-il.

La frustration a été exacerbée par la publication, fin janvier, d'un rapport de la Cour supérieure des comptes sur la gestion calamiteuse et les possibles détournements des fonds prêtés depuis 2008 par le Venezuela à Haïti pour financer son développement.

Une quinzaine d'anciens ministres et hauts fonctionnaires sont épinglés. De même qu'une entreprise dirigée à l'époque par Jovenel Moïse, identifiée comme bénéficiaire de fonds pour un projet de construction d'une route sans signature de contrat.

Face à cet audit, à la colère populaire et aux violences qui émaillent le quotidien de la capitale, le pouvoir exécutif s'enfonce dans un mutisme troublant.

Seul le secrétaire d'Etat à la communication a publié une note de presse en créole via Twitter lundi matin.

"Le gouvernement reconnaît le droit de toute personne à manifester et exprimer ses droits selon la loi mais piller des magasins, bloquer la rue, brûler des pneus, briser les vitres des voitures et jeter de l'huile sur la chaussée n'entre pas dans ce cadre" a écrit Eddy Jackson Alexis.

Si le pouvoir en place n'offre aucune réponse concrète aux revendications populaires, les différents groupes d'opposition n'avancent également aucune mesure qui permettrait à la population de bénéficier d'une amélioration de ses conditions de vie.

"On est face à la plus grande crise depuis 2008", constate l'économiste haïtien Etzer Emile, en référence aux émeutes de la faim qui avaient à l'époque gagné le pays et l'Amérique centrale.

Après avoir enregistré un déficit budgétaire record de 24 milliards de gourdes (305,5 millions de dollars) en 2018, l'Etat haïtien ne pourra pas financer des aides sociales sans réduire ses dépenses de fonctionnement.

"Il n'y a pas de mesure magique mais si on ne ferme pas la vanne des dépenses gouvernementales, on n'ira nulle part" conclut l'économiste. AFP 12 février 2019

On retiendra : Si le pouvoir en place n'offre aucune réponse concrète aux revendications populaires, les différents groupes d'opposition n'avancent également aucune mesure qui permettrait à la population de bénéficier d'une amélioration de ses conditions de vie.

### **Italie**

- Contre le gouvernement italien, des centaines de milliers de manifestants à Rome - Le HuffPost 9 février 2019

Des centaines de milliers de personnes ont manifesté ce samedi 9 février à Rome à l'appel des principaux syndicats italiens. Ces derniers demandent une vraie politique de croissance et du respect de la part du gouvernement populiste. Le HuffPost 9 février 2019